

Assises

POUR l'**écosocialisme**

Projet de Manifeste des Assises 18 thèses pour l'écosocialisme soumises à amendement

*"Je veux que l'immense majorité, la seule majorité : tout le monde, puisse parler, lire, écouter, s'épanouir.
Je n'ai jamais compris la lutte autrement que comme un moyen d'en finir avec la rigueur.
J'ai pris un chemin car je crois que ce chemin nous conduit tous à cette aménité permanente.
Je combats pour cette bonté générale, multipliée, inépuisable. "*

Pablo Neruda, poète chilien (J'avoue que j'ai vécu, 1974)

Ce projet de Manifeste des Assises pour l'écosocialisme s'inscrit dans la lignée du Manifeste international de l'écosocialisme publié en 2002 ainsi que de la déclaration écosocialiste de Belem de 2009, pour ouvrir la voie à un nouveau projet politique.

Il est très largement soumis à débat, contributions et amendements. Chacun-e, organisation ou individu, est invité-e à y réagir.

Pour cela, merci de signaler vos amendements sous trois formes :

« ajout » en signalant le numéro de la thèse et la ligne où s'insère le complément

« suppression » en indiquant la thèse et la phrase à supprimer

« modification » en indiquant là aussi la thèse et le texte à remplacer

et de les envoyer avant le 30 novembre minuit à Mathieu Agostini (mathieu.agostini@gmail.com) et à Corinne Morel Darleux (corinne@distilled-art.com)

Une synthèse sera proposée après consultations et examen des amendements proposés, en lien avec les débats qui auront lieu lors des Assises pour l'écosocialisme organisées par le Parti de Gauche le 1er décembre.

Le "Manifeste des Assises pour un écosocialisme" issu de cette synthèse sera ensuite largement diffusé avec une liste de premiers signataires, organisations et individus. Seront invité-e-s à signer toutes celles et ceux qui le souhaitent, en France et à l'international.

Toutes les infos pratiques sur les Assises pour l'écosocialisme sont sur : ecosocialisme.com

I. QU'EST-CE QUE L'ÉCOSOCIALISME ?

1. **Le renouveau du socialisme.** Le but du socialisme est l'émancipation de la personne humaine par le partage de la richesse entre tou-te-s et l'éducation globale de chacun-e. Nous savons dorénavant que cet objectif ne peut être atteint par la croissance sans fin puisque l'écosystème qui rend la vie humaine possible ne le permet pas. Ce constat oblige à définir un nouveau modèle de progrès dans lequel doivent être repensés non seulement le système de production et d'échange, mais aussi le contenu des productions et les modes de consommation. Cette approche implique par conséquent l'ensemble de l'organisation sociale et politique. Elle nous oblige à penser de façon nouvelle ce qu'est le vrai progrès humain. Dans ces conditions, nous proposons un nouvel énoncé de notre stratégie pour le futur de l'humanité. Cette nouvelle conscience et son programme d'action sont l'écosocialisme. Ses méthodes sont la radicalité concrète, la planification écologique et la révolution citoyenne.
2. **Une alternative concrète et radicale.** L'écosocialisme n'est pas une utopie à laquelle le réel devrait se conformer. C'est la réponse humaine raisonnée à la double impasse dans laquelle est enfermée dorénavant l'humanité en raison du mode de production capitaliste et productiviste de notre temps qui épuise l'être humain et la nature. Elle appelle une pensée et une action politique radicale, au sens où elle doit aller à la racine des causes. Nous combattons donc les quatre moteurs du système actuel. Le consumérisme élevant l'accumulation matérielle au rang de loi à grands coups de publicité et générant des besoins jamais rassasiés ; le creusement des inégalités sociales produisant souffrance et frustrations ; le productivisme épuisant les ressources naturelles ; la mondialisation à l'œuvre, libérale et liberticide, qui permet le dumping social et environnemental et la délocalisation des émissions de gaz à effet de serre. Nous en désignons les vrais coupables : l'oligarchie financière mondialisée, les idéologues de la concurrence « libre et non faussée » et du libre échange. Face à eux, l'écosocialisme est une alternative pour sortir de la crise, redistribuer les richesses sans attendre, fonder une nouvelle économie des besoins et préserver l'écosystème au nom de l'intérêt général humain.
3. **Un paradigme de l'intérêt général.** Dans la réalité, avant toute idée humaine sur le sujet, l'être humain et la nature ne peuvent être dissociés. Il n'y a qu'un seul écosystème compatible avec la vie humaine. La nature se présente pour l'homme comme son corps inorganique et leur interaction est celle d'un métabolisme. S'il en est ainsi, puisque nous dépendons tous d'une biosphère unique, alors il est établi objectivement que nous sommes toutes et tous semblables en dépit de nos différences de tous ordres. Il est établi que nous sommes interdépendants dans notre relation à la nature. Il y a donc un intérêt général humain. Comment l'identifier sinon par la libre délibération collective ? Comment celle-ci pourrait-elle être libre si les uns dominent les autres, si des vérités révélées s'imposent en préalable ? Le paradigme écologiste appelle la démocratie, la laïcité et l'égalité sociale pour pouvoir produire son effet. Enfin, dans la délibération pour déterminer l'intérêt général humain, chacun d'entre nous est appelé à dire non pas ce qui est bon pour lui mais ce qui est bon pour tous. Cela institue la citoyenneté comme devoir et la République comme nécessité. Tel est le lien raisonné qui unit l'écologie politique et la République sociale universelle. C'est cette théorie politique globale que nous nommons écosocialisme. Il s'agit d'un humanisme et d'un universalisme socialiste concret.
4. **Une nouvelle synthèse politique à gauche.** L'écosocialisme est un nouveau projet politique réalisant la synthèse d'une écologie anticapitaliste et d'un socialisme débarrassé des logiques du productivisme. Il permet ainsi la jonction des grands courants de la gauche dans un nouveau paradigme politique. Nous avons besoin de ce projet de société alternatif au capitalisme, porteur d'espérance pour une société d'émancipation et de progrès où l'exploitation de l'homme par l'homme aura disparu. Notre projet écosocialiste doit prendre en compte les besoins humains et les limites de la planète. Il doit repenser l'utilité sociale de la production, réfléchir sur nos manières de consommer, sur nos besoins réels, sur la finalité de nos produits et la manière de les produire. Il doit être basé sur la répartition des richesses, la prise en compte des contraintes écologiques, le refus des dominations et oppressions de toutes sortes, la souveraineté populaire et le caractère démocratique, républicain et laïque de l'État.

II. SORTIR DES IMPASSES DE NOTRE TEMPS

5. **Le mensonge du capitalisme vert, l'erreur de l'environnementalisme.** Notre écologie est sociale, elle est liée aux combats historiques de la gauche. Nous rejetons la mystification qu'est une certaine vision de l'écologie qui se veut compatible avec le libéralisme. Nous dénonçons le « capitalisme vert », qui sous couvert de développement durable trouve un nouvel aliment pour la mainmise de la recherche du profit maximal, la dynamique impérialiste et le court-termisme. Nous refusons l'écologie qui culpabilise les individus pour éviter le vrai débat : celui de la responsabilité du mode de production capitaliste. Nous refusons une écologie de salon qui prend le problème par le petit bout de la lorgnette environnementaliste, coupée des classes populaires, sans critique sérieuse de l'économie mondialisée et sans vision sociale. Notre écologie aborde les questions d'environnement en faisant systématiquement le lien avec la critique du système économique et les luttes sociales.
6. **L'impasse sociale-démocrate.** Nous réfutons le triptyque social-démocrate qui voudrait que toute redistribution des richesses passe d'abord par la relance de la croissance économique et la hausse de la consommation matérielle. C'est un double contre-sens. D'une part, il maintient la base matérielle de la puissance du capital financier qui veut nécessairement sa perpétuation et suppose que la répartition de la richesse s'organise à partir « des fruits de la croissance » sans toucher au cœur de l'accumulation déjà acquise. Or nous savons que les richesses existent, et qu'il n'y a pas lieu d'attendre pour les redistribuer : ce qui est en cause c'est l'accaparement de la richesse par les revenus du capital. D'autre part, il repose sur un modèle d'expansion infinie qui est un suicide de la civilisation humaine possible. Le PIB est un indicateur qui ne reflète pas le bien vivre dans une société. S'il est impératif que chacun-e puisse accéder aux biens fondamentaux, si de nombreux domaines appellent une relance de l'activité, tous ceux répondant à l'intérêt général et au bien commun, la relance de la croissance économique tout azimuth, en plus d'être économiquement très hypothétique, n'est ni souhaitable ni tenable du point de vue des ressources naturelles et des écosystèmes. Nous n'attendons donc ni la relance de la croissance ni les effets bénéfiques de l'austérité : nous ne croyons ni à l'une ni aux autres.
7. **Le verrou européen.** La politique libérale de l'Union Européenne est verrouillée par les traités actuels et les plans d'austérité. Ils ont tous en commun de prévoir la disparition des services publics, l'extension du domaine marchand et le libre-échange. Cela provoque non seulement le gâchis des compétitions mercantiles, la destruction des services et bien communs au profit des intérêts privés ais aussi l'impossibilité de maîtriser le contenu de la production et de l'échange sur des objectifs de progrès humain. Dans ces conditions, nous savons et nous assumons qu'une politique écosocialiste en Europe passe par la désobéissance à l'Europe libérale et à ses directives, et à la mise en place d'autres rapports de force.

III. INSTAURER UNE NOUVELLE ECONOMIE POLITIQUE AU SERVICE DU PROGRES HUMAIN

8. **Mettre l'économie au service des besoins.** Notre écosocialisme suit une nouvelle voie : celle de l'émancipation et du progrès humain. Elle s'oppose à la politique de l'offre défendue par les libéraux et implique de mettre l'économie et le système productif au service des besoins sociaux. Elle induit donc d'inverser la logique traditionnelle de l'offre et la demande et de cesser de raisonner en termes de production à écouler sur le marché. Nos décisions collectives doivent être guidées par les besoins réels et non par des estimations de profits tirés de la mise sur le marché de produits programmés pour tomber en panne, devenir démodés et produire des tonnes de déchets souvent exportés dans les pays du sud au détriment de la santé des populations locales. La planification écologique inverse cette logique en repartant des besoins, qui incluent le droit de tous à vivre dans un environnement sain et donc le devoir de préserver les écosystèmes.
9. **Rompre avec les schémas de pensée orthodoxes.** Le changement de paradigme écosocialiste doit questionner la propriété privée des moyens de production, et le rapport au travail. Nous défendons l'appropriation des moyens de production par les travailleurs et les alternatives de l'économie sociale et solidaire en termes d'autogestion et de coopératives. Nous soutenons les propositions portées par des économistes, sociologues et philosophes qui ne se retrouvent pas dans la doxa libérale. Indice de progrès humain, démondialisation et protectionnisme social et écologique, dotation inconditionnelle d'autonomie et salaire socialisé sont autant d'horizons dont nous devons débattre pour sortir des sentiers battus et éviter le piège d'un accompagnement du système. Il nous faut également aller plus loin en matière de réduction drastique du temps de travail : « travailler moins pour travailler tous », fixer le plein emploi comme horizon tout en interrogeant les finalités du travail : rien ne sert de travailler plus que le temps nécessaire à produire ce qui nous est nécessaire.
10. **Produire autrement.** La révision en profondeur de notre système de production repose sur ce que nous appelons les « 4 R » : relocalisation, réindustrialisation, reconversion industrielle et redistribution du travail. De nombreux besoins existent tant dans une industrie relocalisée que dans les services aux personnes, l'agriculture paysanne au service de la souveraineté alimentaire, la recherche ou encore les filières « vertes » : écoconstruction, efficacité énergétique, rénovation thermique, énergies renouvelables... Avec l'augmentation du chômage et la crise sociale, l'argument de l'emploi est trop souvent mis en avant au détriment de l'environnement. C'est une absurdité : on voit aujourd'hui le coût économique et social du laisser-faire libéral, là où la relocalisation et la transition écologique permettraient au contraire de créer de nombreux emplois, locaux et pérennes, dans tous les pays.
11. **Instaurer la règle verte comme boussole politique.** La « règle verte » est notre indicateur, en lieu et place de la « règle d'or » austéritaire. Elle vise à assurer notre responsabilité devant l'humanité en supprimant la dette écologique. Elle porte la nécessaire réduction de certaines consommations matérielles et la nécessaire relance de l'activité avec un critère systématique d'empreinte écologique. Nous nous fixons comme objectif d'évaluation des politiques publiques de retarder chaque année, jusqu'au 31 décembre, le « jour du dépassement global », c'est à dire la date où nous avons prélevé à l'échelle mondiale le volume de ressources renouvelables égal à ce que la planète est en mesure de régénérer et les déchets qu'elle est capable de supporter.

IV. COMMENT FAIRE LA REVOLUTION ECOSOCIALISTE ?

12. **Faire converger les luttes.** Notre objectif de rupture civilisationnel impose d'ouvrir l'action politique au plus grand nombre, et non de rester entre convaincus, ni de dresser les uns contre les autres. Nous avons au contraire besoin d'un « compromis inédit entre bleus de travail et souci de la planète ». Nous sommes donc aux côtés des salarié-e-s qui résistent et sont porteurs de projets alternatifs sociaux et environnementaux. La reconversion écologique ne se fera pas sans eux, encore moins contre eux. Le souci aujourd'hui n'est pas l'industrie ou la technique en soi mais l'absence de contrôle citoyen. Nos adversaires dans cette bifurcation radicale de société ne sont pas les chercheurs ou les salariés de l'industrie, mais bien les banquiers et les actionnaires qui orientent la production en fonction de leurs intérêts privés et non de l'intérêt général.
13. **Mettre en œuvre la planification écologique.** La planification écologique impose la prise en compte du temps long et la maîtrise publique, le tout placé sous contrôle des travailleurs et usagers. Elle s'associe pleinement à la révolution citoyenne pour devenir « un mélange détonant d'utopisme révolutionnaire et de technicité administrative ». Le Plan écologique donne la possibilité d'organiser la bifurcation vers un autre mode de développement, en interrogeant nos besoins et en réorientant production, échange et consommation en vertu de leur utilité sociale et écologique. L'école de la République, à travers les voies professionnelles, technologiques et générales, doit organiser l'élévation des connaissances et des qualifications afin de réussir cette bifurcation et faire émerger de nouvelles filières. Des « conférences de participation populaire » doivent être organisées pour redéfinir les critères d'utilité sociale et environnementale et l'articulation avec les politiques européennes et les actions locales. La planification écologique organise l'intervention continue des salariés dans la gestion des entreprises, dans le prolongement de la convergence croissante des luttes sociales et environnementales.
14. **Pas d'égalité sans République.** Nous affirmons l'exigence d'un haut niveau de culture commune pour l'école de la République qui permette l'émancipation individuelle et collective, seule à même de garantir le consentement à un contrat social partagé par tous. Nous réaffirmons le rôle de la collectivité, de l'État et des services publics. Ils sont certes à refonder dans une Sixième république pour assurer la souveraineté populaire, par une profonde réforme institutionnelle et les moyens démocratiques d'une nouvelle implication citoyenne, mais ils restent indispensables pour planifier la rupture, construire un cadre de société émancipateur et garantir l'égalité d'accès aux droits fondamentaux pour tou-te-s, partout. Nous appuyons la mise en place d'un cadre de société qui rende les alternatives possibles et un « ménagement » du territoire à rebours de l'étalement urbain, de la concentration des populations dans des mégapoles et de la mise en concurrence des territoires. Nous militons pour un nouvel urbanisme qui rapproche les fonctions indispensables au "bien vivre" (services publics, logement, emploi, biodiversité, agriculture paysanne). Nous refusons de laisser au marché les biens communs comme l'eau ou l'énergie, et les services publics qui jouent un rôle social et écologique essentiel : électricité, services postaux, transports collectifs... Ceux-ci doivent être nationalisés et placés sous la maîtrise publique en repensant l'articulation entre l'État, garant de l'égalité républicaine, et l'action des citoyens, syndicats, associations et usagers.
15. **Lutter et résister pour inventer.** Nous combinons propositions programmatiques et présence dans les luttes sociales et environnementales, aux côtés de toutes celles et ceux qui résistent. Nos militant-e-s s'impliquent dans le développement d'alternatives concrètes : circuits courts, associations pour le maintien de l'agriculture paysanne, soutien aux ceintures vivrières et actions contre l'artificialisation des sols, collectifs de villes en transition, reprise d'entreprises par les salariés, systèmes d'échanges locaux, épargne citoyenne et monnaies complémentaires, habitat collectif et co-voiturage... Ils sont actifs dans des actions de désobéissance civique non violente, opérations anti-publicité ou réquisitions de logements vides. Nos élu-e-s, dans une démarche cohérente entre leurs discours et leurs actes, font vivre la gauche par l'exemple en prenant des mesures d'interdiction de la publicité, de retour en régie publique de l'eau ou encore d'extension de la gratuité des services publics.

16. **Mener la bataille culturelle.** Nous menons le combat idéologique par l'éducation populaire pour décoloniser l'imaginaire. Nous dénonçons la vision d'un individu-consommateur docile, soumis aux impératifs du productivisme qui nous fait désirer des productions nuisibles et inutiles, fabriquées à l'autre bout de la planète dans des conditions de travail indignes et sous des législations environnementales défailtantes voire inexistantes. Nous combattons ses bras armés que sont la publicité, avec son cortège de marchandisation des corps et de sexisme, la mode et les médias qui nous conditionnent et nous soumettent à une injonction d'achat permanente, relayés par les organismes de crédit. Cette bataille idéologique est aussi une bataille de vocabulaire. Nous refusons également la politique de l'oxymore : les gardiens de la paix qui deviennent des forces de l'ordre, la vidéosurveillance "vidéoprotection", les cotisations des "charges" ou le nucléaire une énergie décarbonée.
17. **Porter un combat internationaliste et universaliste.** Il n'y a qu'un écosystème humain, les décisions prises à un endroit sur la planète ont des répercussions partout ailleurs. Nous reconnaissons la responsabilité des pays dits du Nord, de l'Organisation mondiale du commerce, du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale vis à vis des peuples du Sud. Nous dénonçons l'industrialisation effrénée et ses effets sur le climat mondial, le pillage des ressources naturelles, l'accaparement des terres arables, ou encore les règles imposées par la Troïka. Nous défendons la création d'un Tribunal international des crimes contre l'environnement. Nous contribuons aux débats pour lier politiques de développement et de progrès social et préservation de l'environnement. Nous soutenons et nous inspirons des alternatives à l'étranger : révolutions citoyennes et Printemps arabe, refus de la dette en Argentine, assemblée constituante en Islande, initiative Yasuni ITT pour laisser le pétrole sous terre en Équateur. Nous souhaitons fédérer ces différentes convergences au sein d'un Forum mondial de la révolution citoyenne.
18. **Mener la révolution citoyenne pour l'écosocialisme.** Compte tenu de l'ampleur de son objectif, la remise en cause du modèle productiviste capitaliste ne peut résulter d'une simple alternance électorale et de décisions venues d'en haut. Elle exige que les majorités parlementaires écosocialistes conjuguent leur action avec des mouvements d'implication populaire dans tous les domaines de la vie de la société. Cette réappropriation de l'initiative politique des citoyen-ne-s dans le but de déterminer partout et sur tous les sujets quel est l'intérêt général, c'est ce que nous nommons la révolution citoyenne. C'est une révolution. Car elle met en place dans de nombreux secteurs une forme sociale de la propriété des moyens de production, parce qu'elle change les institutions politiques du pays et parce qu'elle change la hiérarchie des normes qui organise la société, la production et l'échange. Elle est citoyenne. Car elle veut donner le pouvoir de chacun non pour l'intérêt d'une catégorie sociale en particulier mais pour le bien de tout humain et qu'elle se donne des formes institutionnelles et se soumet au suffrage universel, dans le pluralisme politique. Ni avant-garde éclairée, ni dictature verte, ni repli ethniciste, nous défendons donc la voie démocratique de la révolution citoyenne, refusons que le désespoir et la colère ne basculent du côté de la haine, et nous engageons à créer les conditions pour que fleurisse la révolution écosocialiste.